



État d'Israël assassin, puissances impérialistes complices : **HALTE AU MASSACRE DES PALESTINIENS**

Le 29 février, la guerre menée par l'État d'Israël contre les Palestiniens de la bande de Gaza a franchi un nouveau cap dans l'horreur. L'armée israélienne a ouvert le feu, alors que des familles palestiniennes, en proie à la famine, tentaient d'accéder à un convoi d'aide alimentaire : un nouveau bain de sang, au moins 110 personnes ont été tuées et 760 autres blessées.

La famine comme arme de guerre

Après son broyage méthodique par l'armée israélienne, la bande de Gaza n'est plus qu'un champ de ruines. Les réfugiés venant du nord du territoire palestinien sont bombardés au sud, les hôpitaux sont détruits ou hors d'état de fonctionner. Ce massacre à ciel ouvert dure depuis cinq mois et a fait plus de 30 000 morts. Les survivants sont confrontés à la famine et à l'absence de soins. Selon le PAM, le Programme alimentaire mondial, Gaza connaît actuellement « *le pire niveau de malnutrition infantile au monde* ». En effet, le gouvernement israélien bloque tout ravitaillement et les rares camions d'aide humanitaire autorisés à rentrer sont souvent pris pour cible par les tirs. Les évacuations médicales sont impossibles. Depuis qu'Israël, sans fournir aucune preuve, a accusé certains des employés de l'UNRWA d'avoir participé à l'attaque du 7 octobre, l'agence onusienne chargée des réfugiés palestiniens est privée de subventions par de nombreux pays et son fonctionnement est paralysé.

Le but du gouvernement Netanyahu, qui n'a que faire des 130 otages israéliens encore détenus, est de chasser tous les Palestiniens de Gaza. Et de tuer ceux qui resteraient. La Cisjordanie est aussi victime d'une forme de nettoyage ethnique par des colons surarmés. À Gaza, des soldats israéliens se filment triomphalement dans les décombres des maisons palestiniennes, dans ce qui reste d'une chambre d'enfant, mettent le feu au peu de

nourriture qu'ils trouvent. Ce gouvernement, qui s'appuie sur l'extrême droite suprémaciste, assume devant le monde entier ses crimes de guerre.

L'impérialisme en guerre contre les peuples

Ce massacre des civils palestiniens se déroule avec la complicité des grandes puissances. Les États-Unis arment Israël à flux tendu, mais d'autres pays européens le font aussi. La France a suspendu ses financements à l'UNRWA au moment où c'est la survie même des Palestiniens de Gaza qui est en jeu. Avec hypocrisie, le gouvernement Macron dit du bout des lèvres que cette guerre va un peu trop loin, mais il emboîte le pas au gouvernement américain pour continuer à soutenir la politique de Netanyahu. En Israël même pourtant, des milliers de personnes ont encore manifesté samedi 2 mars pour dénoncer cette politique, réclamer un cessez-le-feu et des négociations dans le but de libérer les otages. Ils sont conscients que ce gouvernement mène une guerre sans fin et réclament des élections anticipées.

La politique de l'impérialisme, c'est la guerre contre les peuples. Le principe du « diviser pour mieux régner » apparaît dans toute son atrocité en Israël-Palestine. Les dépenses militaires sont en hausse partout dans le monde. En France, la loi de programmation militaire fera de la Défense le premier poste du budget de l'État, devant l'Éducation nationale. Macron chaussait récemment ses rangers, déclarant qu'il envisageait la possibilité d'envoyer des troupes françaises combattre en Ukraine...

Face à ce monde guerrier, seule la révolte des peuples du monde entier contre leurs propres dirigeants et contre l'exploitation capitaliste qu'ils incarnent pourra remettre en cause cette boucherie sans fin.

Marre d'être apprécié

À Paris 15, c'est la saison des entretiens d'appréciation. Encore une fois, les chefs d'équipe vont nous abreuver du jargon (inepte) de la boîte, pour en fin de compte nous imposer des objectifs impossibles, comme celui de la seconde présentation. Nouvelle idiotie patronale qui nous surcharge de travail et retarde la mise à disposition de l'objet.

Tout ça pour se faire sucrer la prime à la moindre maladie !

Les épinards sont toujours secs

La Poste a annoncé le versement d'une prime d'intéressement de 524 euros. Alors que l'an dernier, on avait touché 865 euros.

Même si les primes nous donnent un peu d'air, elles dépendent du bon vouloir de la direction.

Il commence à faire beau : sortons pour nos salaires !

Nouveau prétexte pour qu'on se serre la ceinture : les « difficultés » de La Poste. Nos patrons, qui pleurent la bouche pleine, ont pourtant engrangé un bénéfice de de plus de 500 millions d'euros ! Pendant qu'on crève de nos salaires, qui font triste mine devant l'inflation.

Nous soumettre à des charges de travail toujours plus importantes pour des salaires toujours plus insuffisants, ce n'est pas une fatalité, c'est une politique. À nous de la combattre. En prenant exemple sur nos collègues des PIC, dans le Nord ou en Gironde, qui font grève pour demander des augmentations de salaire.

On ne va d'ailleurs pas manquer d'occasion de se lancer dans cette bagarre. Que ce soit le 19 mars, avec d'autres secteurs du monde du travail, ou le 2 avril, où tous les collègues de La Poste sont appelés à faire grève pour des salaires décents.

Patrons mafieux

En 2019, La Poste prenait le contrôle de BRT, leader en Italie du colis. Cette filiale de La Poste a été attrapée par les autorités anti-mafia. Ainsi, La Poste sous-traitait à des boîtes peu scrupuleuses, qui ne versaient aucune cotisation sociale et exploitaient sans droit des milliers de travailleurs. L'enquête a révélé que La Poste – donneur d'ordre – pratiquait le travail forcé (!) et a été condamnée par la justice italienne à l'amende record de 176 millions euros.

Rappelons la condamnation récente pour « devoir de vigilance » en France, La Poste employant pour trier et distribuer les colis dans ses filiales de travailleurs sans-papiers, qui ne bénéficient d'aucun droit, ni du salaire minimum. Sous-traitance illégale, travail dissimulé, fraude fiscale et sociale, travail forcé : les méthodes de voyous du groupe La Poste se généralisent.

Lutter pour nos droits, tant qu'il le faudra !

Le 8 mars, c'est la journée internationale de lutte pour les droits des femmes. En France, si la liberté de recourir à l'avortement vient d'être inscrite dans la Constitution, il est en fait de plus en plus difficile d'y accéder. Fermeture des centres d'IVG, coupes de budgets des associations et des moyens dans les hôpitaux font de la garantie de l'IVG une promesse creuse. La même Constitution par laquelle ce droit est « protégé » donne d'ailleurs droit au logement ou au travail : mon œil !

Les droits des femmes, comme ceux de tous les travailleurs, ne sont que des vœux pieux si on ne se bat pas pour les faire appliquer... Ou pour les défendre, dans un contexte où les gouvernements d'extrême-droite et leur cortège de valeurs traditionalistes et réactionnaires fleurissent partout en Europe et dans le monde.

Alors, vendredi 8 mars, prenons la rue. Nous avons, toutes et tous, tout à gagner à un monde où chacun sera considéré de la même façon !

Les restos du cœur en campagne

Ce week-end a été lancée la 39^e campagne d'hiver des Restos du cœur, qui se terminera en avril. Ils envisagent de servir plus de 165 millions de repas cette année. L'an dernier, plus de 1,3 million de personnes avaient été accueillis, 126 000 enfants de moins de trois ans. Malgré les nombreux dons de la population, ce sont plus de 100 000 personnes qui ont dû être refusées faute de moyens.

Au 21^e siècle, qu'une association comme les Restos et d'autres soit obligée d'intervenir pour aider les plus pauvres et pallier aux salaires de misère et aux carences de l'État en dit long sur la réalité de la société capitaliste.

Des céréales et Netflix au menu ?

Manger des corn-flakes au dîner, c'est la brillante idée du PDG de Kellogg's pour faire face à l'inflation sur les produits alimentaires. Au grand jeu du mépris social, grands patrons et politiciens rivalisent d'inventivité. Comme Macron qui déclarait la semaine dernière que « *les smicards préfèrent téléphones et abonnements VOD plutôt qu'une alimentation saine* ». Il y en a qui méritent une bonne avoine...

Contre la dèche, vive le partage

« *On tire la langue comme tout le monde* », gémit le couple de politiciens corrompus Isabelle et Patrick Balkany sur C8. Isabelle, qui prétend ne gagner « *que* » 4 000 euros par mois (ce qui la place déjà dans les 15 % de Français les mieux payés...), n'arriverait plus à payer les factures d'eau et de fioul de sa « grande maison ».

On est prêts à partager ses dépenses... à condition de partager ses millions planqués en Suisse.